



Le président tchadien a recueilli 61,56% des voix au premier tour des élections du 10 avril. Portrait d'un allié fidèle et remuant de la France au Sahel.

Son slogan de campagne : « **1er tour, KO** » promettait une victoire dès le premier tour.

Idriss Deby Itno, au pouvoir depuis 26 ans, a bien été réélu sans surprise pour un cinquième mandat au premier tour de la présidentielle. Il devance largement le chef de l'opposition, Saleh Kebzabo, qui dénonce un « hold-up électoral » et les sept autres challengers qui dénonçaient « *la disparition de centaines d'urnes et de milliers de procès-verbaux* », ajoutée notamment au « *trafic de cartes d'électeurs* » de la part du Mouvement Patriotique du Salut (MPS, au pouvoir).

« Arrêtés et emprisonnés »

Les battus dénonçaient également la disparition de militaires qui n'auraient pas voté pour Idriss Deby et dont certains, « *arrêtés et emprisonnés* », sont « *à ce jour portés disparus* ».

La victoire du sortant a été saluée par des coups de canon et des rafales de fusil automatique par les militants de son parti qui s'étaient donné rendez-vous sur la vaste place de la Nation de N'Djamena, face au palais présidentiel. Une façon pas très discrète de prévenir tous ceux qui seraient tentés de contester cette victoire que l'ordre va régner, de la manière forte s'il le faut.

La France va bien sûr saluer cette victoire, tout en réitérant son souhait que la démocratisation de la vie politique se concrétise et que les opposants ne soient plus inquiétés. Idem du côté US : l'ambassadrice américaine à l'Onu, Samantha Power, de passage à N'Djamena, a rappelé que « *le renforcement des institutions démocratiques est aussi essentiel pour la stabilité du pays* ».

Président-guerrier

En dépit des dérapages du régime, Paris et Washington tolèrent, voire soutiennent, le président-guerrier Déby qui a engagé son armée dans la lutte antiterroriste au Mali (aux côtés de la France puis de l'Onu) et qui avait déployé des soldats en RCA avant qu'ils ne soient rapatriés en 2015, tant leur action et leur partialité étaient contestées.

N'Djamena sert, plus que jamais, de base arrière à l'opération Barkhane appelée à durer et la capitale tchadienne accueille aussi des forces américaines, discrètes, qui forment les Tchadiens et mènent des opérations de renseignement au Sahel.

Le parapluie franco-américain sert à donc autant à mener la lutte contre les terroristes qu'à protéger Déby et à occulter ses actions répressives. « *Comment réduire le terrorisme qu'on dit prospérer sur la mauvaise gouvernance, alors même que l'action militaire française sanctuarise des régimes autoritaires peu enclins à se réformer ?* », se demandait lucidement l'an dernier Roland Marchal, dans un rapport d'avril 2015 pour le CCFD-Terre Solidaire.

Pas un simple pion, mais un atout

Et puis, le fameux « *adieu* » à la Françafrique promis par Paris n'est plus à l'ordre du jour. En matière africaine, François Hollande, lui aussi président-guerrier, se fait conseiller par le général Puga, chef d'état-major particulier du président français.

Et le ministre de la Défense prend le pas sur son collègue des Affaires étrangères dès qu'il s'agit d'Afrique. Les rapports franco-africains sont bien désormais dominés par une approche sécuritaire.

Déby, sur cet échiquier, n'est pas un simple pion mais un atout.

© ouest-france.fr